

pour perpétuer les noms de plusieurs de ses anciens membres étroitement liés au progrès du Dominion. Je veux parler des monuments qui entourent cet édifice et qui portent les noms de Macdonald, Brown, Baldwin, La Fontaine, Cartier, Laurier et d'autres. La postérité a été heureuse de leur rendre cet hommage, non à cause de leurs opinions politiques, mais plutôt, il me semble, parce qu'ils ont travaillé au progrès du pays. Je crois donc que ces monuments doivent nous rappeler, pendant que nous sommes rassemblés ici et tout particulièrement durant cette crise que le monde traverse aujourd'hui, toutes les occasions que nous avons de servir le public et non le parti. Autrement, nous verrons que certaines gens profiteront de la situation malheureuse dans laquelle se trouvent un bon nombre de nos concitoyens pour servir les fins étroites de parti. N'est-il pas encore plus juste aujourd'hui qu'au siècle dernier de dire: qui sert bien son pays sert bien son parti?

Je n'ai pas l'intention d'étudier en détail aujourd'hui le discours que Son Excellence a lu aux Chambres. L'étude de ce discours et les conclusions que l'on en tire me portent à croire que la session actuelle est peut-être destinée à être l'une des plus mémorables de l'histoire de ce pays, si l'on en excepte peut-être les délibérations qui ont amené la Confédération et l'union des deux grandes nationalités sur lesquelles elle a été fondée. Mais qu'il me soit permis de traiter en assez grand détail les questions qui intéressent le plus ceux que j'ai l'honneur de représenter ici.

La circonscription électorale d'Athabaska a une population d'environ 55,000 âmes. Cette population s'adonne presque entièrement à l'agriculture; quant à ceux qui font autre chose, ils sont en tout cas solidaires de la prospérité agricole de la région.

On peut dire sans exagération qu'Athabaska est une circonscription très cosmopolite, puisque la population se répartit à peu près également entre les représentants de trois grandes nationalités qui prédominent au Canada: les Canadiens de langue anglaise, les Canadiens de langue française et les Ukrainiens que l'on désigne maintenant sous le nom de nouveaux Canadiens.

Il m'est arrivé assez souvent de songer que peut-être l'une des erreurs dues à la crise que traverse le Canada, en tant qu'elle concerne l'extrémisme et le radicalisme, c'est la façon dont nos colons d'origine étrangère ont été représentés sous un faux jour et mal compris par une bonne partie de la population canadienne, surtout du fait que nos gens ne sont pas venus en contact avec ces nouveaux venus.

On oublie trop souvent à l'heure actuelle que ces colons d'origine étrangère sont venus

[M. Davies.]

au Canada à l'invitation du Gouvernement, des compagnies de chemins de fer et de navigation et des sociétés de colonisation. On leur a promis qu'ils seraient reçus à bras ouverts sur le sol canadien; qu'ils n'avaient qu'à demander 160 acres de terre pour les obtenir gratuitement et qu'ils pourraient y gagner facilement leur vie. C'est peut-être un malheur qu'une fois arrivés ici, l'on se soit si peu intéressé au sort de ces colons; à l'heure actuelle toutefois, lorsque par-ci par-là l'un de ces étrangers exprime des idées radicales, nos gens sont portés à se méfier de tous les colons se réclamant de la même origine.

Aussi bien, je saisis l'occasion pour recommander à la sollicitude de la Chambre les colons d'origine étrangère. Que ce soit par l'entremise de nos lois d'immigration ou par tout autre moyen, que l'on continue à leur accorder la somme de considération et de sympathie qu'ils sont en droit d'attendre, étant donné les conditions posées lors de leur immigration au Canada et ce qu'ils ont accompli depuis leur arrivée ici.

A maintes reprises, l'on a déclaré dans cette Chambre que l'agriculture constitue l'industrie fondamentale au Canada. Il ne s'agit pas d'une assertion oiseuse, mais bien d'un axiome. Or, en dépit du fait que le producteur agricole a vu terriblement diminuer son revenu, cette assertion est tout aussi exacte à cette heure qu'à n'importe quelle autre époque dans nos annales. Si, au cours des cinq dernières années, nous examinons les cinq principales sources d'exportation de nos richesses, nous nous rendons compte que le blé constitue chaque année notre principal article d'exportation. Et si nous poussons plus loin l'examen de ce tableau, nous constatons aussi que la farine, au cours de chacune de ces cinq années, constitue l'une de ces cinq principales sources de notre richesse exportable.

Il me semble donc, sans tenir compte des autres sources d'exportation de notre richesse agricole, que je ne fais pas une assertion trop osée en disant que le bien-être d'une bonne partie de la population canadienne dépend largement de la prospérité dont jouit le producteur de blé. Il ne s'agit pas seulement de la prospérité des campagnes, mais de celle de nombreuses agglomérations urbaines qui sont absolument solidaires de la culture du blé. De cette industrie dépend le bien-être de milliers d'employés de chemins de fer, tant dans l'est que dans l'ouest du pays, qui s'emploient au transport de la récolte; des milliers d'autres trouvent du travail aux élévateurs de têtes de lignes, dans les minoteries et à bord des navires transportant ces produits. Et en dernier ressort, il faut tenir compte de l'énorme puissance d'achat de ces groupes de notre po-